

Saint-Etienne-du-Rouvray



Saint-Etienne Vraiment à gauche soutient ces initiatives de mobilisation et appelle à y participer en nombre :

- **le 27 février** : manifestation nationale à Notre-Dame-Des-Landes contre le projet d'aéroport dont personne ne veut à part les grandes multinationales du BTP, le gouvernement socialiste et les élus de droite ! Pour empêcher les expulsions des habitants de la « Zone à Défendre » dont plusieurs familles d'agriculteurs.
- **le 8 mars** : journée internationale des **droits des femmes**. Pour exiger plus que jamais la **fin de toutes les inégalités, de toutes les violences et toutes les discriminations**.

Conservatoire de Musique : depuis la grève massivement suivie début décembre par les enseignants, toujours aucune amélioration des conditions de travail ! Le silence succède au mépris. Il faudra donc que d'autres actions voient bientôt le jour... SER VAG est disponible !

Vraiment à gauche !

Février 2016

Ne nous laissons pas faire !

L'état d'urgence conduit à des décisions arbitraires, à des dérives autoritaires. L'état d'urgence a permis au gouvernement de procéder à des centaines d'arrestations, de gardes à vues, à des assignations à résidence et à plus de 2700 perquisitions avec pour résultat seulement 2 qui auraient un lien avec le terrorisme. Ces perquisitions laissent les appartements dévastés et l'entourage familial dans le désarroi. Cet état d'urgence, inefficace contre le terrorisme, permet au gouvernement de monter d'un cran dans sa volonté de répression du mouvement social afin de l'affaiblir dans son juste combat pour une équitable répartition des richesses. Sous un prétexte futile, des syndicalistes qui combattaient un plan social injustifié dans la société Goodyear ont été condamnés à de la prison ferme par une justice à la botte du gouvernement, lui-même à la solde du patronat.

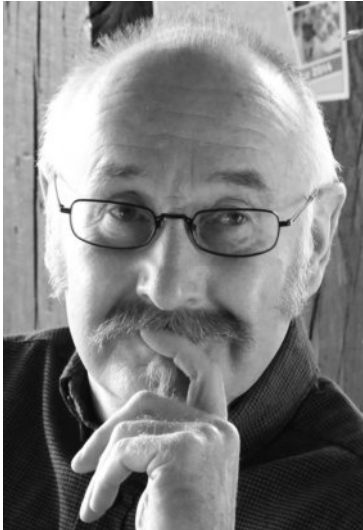
La déchéance de la nationalité, dont l'inscription dans la Constitution a été votée lundi 8 février par à peine un quart des députés, a déjà été utilisée sous Pétain. Si elle ne sert à rien pour lutter contre les attentats, il permet au gouvernement de chasser sur les terres électorales nauséabondes de l'extrême droite en poursuivant les attaques contre l'immigration.

Il est urgent de se battre pour une économie basée sur la satisfaction des besoins du plus grand nombre, pour la défense de la liberté d'expression et de manifestation, de réaffirmer le droit du sol contre le droit du sang et d'en finir avec la logique guerrière du gouvernement au-delà des frontières.

Nous exigeons la levée immédiate de l'état d'urgence et refusons l'état d'exception permanent dans la Constitution et dans la loi pénale. Nous nous battons pour les libertés publiques et l'égalité, contre tous les actes et politiques racistes, la répression et la stigmatisation des militant-es des mouvements sociaux, des migrant-es, des musulman-es ou supposé-es l'être, des quartiers populaires.

**Bulletin des élu-es et de l'équipe
Saint-Etienne Vraiment à gauche !
soutenu par le**





Etienne Saunier, notre ami, notre camarade nous a quitté le 15 janvier

Militant de la LCR depuis 1973, étudiant, puis membre des comités de soldats, il fut emprisonné en forteresse pour cela. Embauché comme téléphoniste au central de Rouen puis au Centre de Tri PTT, il fut un militant politique et syndical à la CGT avant de rejoindre Sud PTT auquel il a apporté toute l'énergie et l'exigence militante dont il était capable. Il a participé, animé de nombreuses luttes du centre de tri et dans l'agglomération rouennaise comme celle du Comité de grève interprofessionnel de Rouen qui œuvrait pour la grève générale contre le plan Juppé en novembre-décembre 95.

Troisième sur notre liste en 2014, il était à nos côtés lors des activités et interventions de notre groupe, par sa plume, ses conseils, son engagement sans faille. Il soutenait la cause des opprimés, des sans-logis, des peuples kurde et syrien. C'était un homme engagé politiquement et syndicalement. Nous sommes tristes, choqués, il va terriblement nous manquer.

C'est en continuant le combat pour la liberté, la solidarité et contre les injustices de ce monde, qu'elles soient grandes ou petites, ici et ailleurs, que nous saurons le mieux perpétuer sa mémoire et donner raison à toutes celles et ceux qui militent inégalement pour une société débarrassée des guerres, de la misère et de l'exploitation.

L'équipe SER VAG

Pourquoi nous votons contre les subventions à l'école privée Jeanne d'Arc ?

Depuis la loi Debré de 1959 les écoles privées sont financées par l'Etat. En effet, 97% d'entre elles profitent du financement public. L'Etat rémunère les enseignants et paie leurs formations ; les mairies, les départements et les régions subviennent aux frais de fonctionnement, entretien, chauffage, électricité, mobilier, etc, et dans certains cas approvisionnent les investissements immobiliers. Ainsi en 2013, il en a valu 7 milliard d'euros à l'Education Nationale (sources Médiapart). Il en coûte donc fort cher aux contribuables (impôts sur le revenu, impôts locaux et fonciers)

Il faut savoir aussi que certaines associations dirigées par des ecclésiastiques, des militaires, des financiers font appel à la générosité de donateurs pour contribuer au financement de l'immobilier. Ces dons sont déductibles d'impôts à hauteur de 66 et 75% pour les contribuables qui paient l'impôt sur la fortune et de 60% pour les entreprises ; ce qui prive le budget de l'Etat d'autant de recettes fiscales.

Pour les élu-es « Saint Etienne Vraiment à Gauche », en aucun cas l'enseignement privé

ne peut être confondu avec l'enseignement public gratuit, laïque, qui ne choisit pas ses élèves, accueille aussi bien les enfants en difficulté scolaire que les enfants malades ou handicapés, sans condition de ressources ni de religiosité, sans regard sur l'origine sociale, et apporte à tous un enseignement de qualité. L'argent public ne doit pas servir aux écoles privées mais aller uniquement aux écoles publiques.

Alors que l'austérité frappe sans pitié les services publics et que les coupes budgétaires ne cessent d'augmenter, il est essentiel et urgent que ce gouvernement abroge cette loi injuste et prenne enfin des dispositions nécessaires contre ce gâchis financier.

Dans ce cadre et pour cette raison, les élus « vraiment à Gauche » pour la deuxième année, ont bien entendu voté contre les subventions allouées par la municipalité à l'école privée catholique Jeanne d'Arc, vote suivi par plusieurs élus de la majorité municipale (Parti communiste, Parti socialiste, Ensemble).

Le pouvoir d'achat des retraité-e-s toujours en baisse

Depuis plusieurs années les 16,7 millions de retraitées et de retraités de ce pays, du secteur public comme du privé, constatent que leur situation ne cesse de se dégrader.

Blocage des pensions : le montant des pensions n'a augmenté que de 0,1 % fin octobre 2015 au lieu de 0,9 %, évolution qui avait pourtant été inscrite dans la loi adoptée en 2014.

Blocage des retraites complémentaires : le patronat avec le soutien de 3 syndicats, dont la CFDT, a décidé de bloquer pour 3 années les retraites complémentaires. La revalorisation sera calculée sur l'indice des prix moins 1 %.



Autre inquiétude, c'est le risque prochain d'une mise en cause progressive des pensions de réversion. Elle procure en moyenne 645 € par mois et concerne à 89% les femmes, celles qui justement perçoivent

déjà les plus petites retraites.

Santé : remboursements, privatisation. Des retraités hésitent à se soigner par manque d'argent, à cause des dépassements d'honoraires ou n'ayant pas les moyens de se payer une complémentaire santé.

Des organisations de retraité-e-s appellent à une nouvelle mobilisation le jeudi 10 mars 2016 sur la revendication centrale du pouvoir d'achat en baisse à cause du retard grandissant entre la revalorisation de l'ensemble du système des pensions et retraites par rapport au salaire moyen, de l'augmentation de la fiscalité spécifique aux retraité-e-s, du poids grandissant des dépenses contraintes des personnes âgées, notamment en matière de santé.

A Rouen, une manifestation est prévue le 10 mars à 10h30 au Théâtre des Arts.

Ne pas se tromper de colère !

Depuis plusieurs mois la distribution du courrier sur Saint-Etienne-du-Rouvray est fortement perturbée : retards à répétition, distribution tardive voire même par moment pas de distribution du tout. Les usagers sont excédés par ces dysfonctionnements à répétitions et bien souvent s'en prennent à leurs interlocuteurs directs qui se trouve être la factrice ou le facteur.

La responsable est bien la direction de la Poste qui sous prétexte de la baisse du courrier a souhaité faire des économies à travers un plan social déguisé en réduction d'effectifs, suppression de tournées, fermetures de bureaux de poste. Les facteurs et factrices de St Etienne et de Oissel ont déménagé au centre de tri courrier où leur ont été octroyés quelques mètres carrés. Le travail des postier-ières ne se résume pas à la distribution du courrier et comme pour le boulanger-ère pour la fabrication du pain, le tri et la préparation de leur tournée se fait tôt le matin.

Non, les facteurs-rices des deux communes ne sont pas devenus du jour au lendemain incompétent-es. Mais ils, elles ont subi une réorganisation dégradant leurs conditions de travail avec un local trop exigü qui se trouve à proximité de machines bruyantes, sans isolation phonique, une augmentation en temps et en distance du trajet pour se rendre à leur nouveau lieu de travail. Ils, elles subissent aussi les absences non remplacées. **Tout cela relève bien de la responsabilité de la Poste.**

Si les facteurs-trices ne sont que le dernier maillon de la chaîne, ne pouvant distribuer que le courrier qu'on leur donne, ce sont uniquement eux qui affrontent les usagers et leur colère quand une lettre ou un colis attendu avec impatience n'arrive toujours pas, alors que c'est la direction de la Poste la vraie responsable par sa politique de réduction de moyens de fonctionnements.



Les facteurs et factrices de St Etienne aiment leur travail et sont fiers d'être fortement attachés au service public. Ils, elles tentent malgré ces attaques de leur direction de continuer à satisfaire les usagers.

Les salariés de Goodyear ont été condamnés pour avoir défendu leur emploi...

Une condamnation de 24 mois de prison dont 9 mois ferme pour avoir retenu durant 30 heures dans les locaux de l'entreprise deux membres de la direction venant leur annoncer la fermeture imminente de leur usine ainsi que le licenciement de 1143 salariés. Les salariés avaient déjà subi un plan social en 2007 faisant 478 licenciés, entraînant une destruction de vies, des divorces, des surendettés et le pire, des suicides. La multinationale Goodyear engendre des bénéfices records en Europe : 2,5 milliards d'euros, versant des dividendes de 8 millions d'euros à ses actionnaires, puis décide d'arrêter sa production en France pour se délocaliser dans les pays de l'est où le coût du salariat est de moins d'un euro de l'heure. Les défenseurs des puissants pointent du doigt la violence des salariés mais la vraie violence c'est les enjeux financiers où l'humain n'existe pas.

Cet acharnement judiciaire n'incombe pas aujourd'hui aux deux cadres de l'entreprise qui ont avoué n'avoir subi aucune violence et ont même retiré leur plainte, mais au Parquet dépendant directement du ministère de la justice donc du gouvernement qui a demandé les poursuites contre les salariés et requis de la prison. La décision est bien politique, un gouvernement qui a choisi son camp : les patrons voyous. Nous soutenons les salariés de Goodyear et demandons la relaxe immédiate des condamnés !

La sale guerre d'Erdogan, meilleur ami de la France

Ces dernières semaines, la guerre s'est intensifiée dans les régions kurdes de Turquie, à Diyarbakir, Silopi, Cizre, Mardin, entraînant la mort de centaines de Kurdes mais aussi de nombreux blessés, la destruction de quartiers entiers et d'énormes dommages. En raison du couvre-feu, 200 000 personnes se retrouvent en plein hiver à devoir survivre sans électricité et sans eau.

Pourquoi ces meurtres, ces destructions, ces souffrances ? Le gouvernement AKP d'Erdogan avait entamé un « processus de paix » et les combats avaient cessé. Il semblait accepter de reconnaître certains droits au peuple kurde, comme celui de parler sa propre langue, et les négociations avec le parti pro-kurde HDP semblaient devoir déboucher sur la reconnaissance d'une certaine autonomie pour ces régions. La tension a commencé à monter après le 7 Juin. Le HDP ayant réussi à dépasser le seuil électoral lui permettant d'avoir des élus, Erdogan a vu tomber à l'eau ses espoirs d'obtenir la majorité nécessaire pour instaurer un système présidentiel où il aurait eu tous les pouvoirs.

Erdogan a donc eu recours à tous les moyens pour empêcher la mise en place d'un gouvernement de coalition, afin d'aller vers de nouvelles élections. Entre-temps ont eu lieu les attentats de Suruç, en juillet, et d'Ankara, en octobre. Le sang a coulé. La mort de deux policiers a servi de prétexte à la reprise de la guerre au Kurdistan.

Dans ce climat de guerre civile, l'AKP, lors des élections du 1er novembre, a de nouveau obtenu autour de 49 % des votes et la majorité absolue au Parlement, ce qui a donné les coudées franches à Erdogan pour intensifier la guerre. Les Kurdes sont massacrés en Turquie avec le silence complice de toutes les puissances européennes, dont la France, qui considèrent Erdogan comme un allié dans leurs jeux de pouvoir au Moyen-Orient.

Nous sommes solidaires du peuple kurde et soutenons son aspiration à l'autonomie, car il n'y a aucune raison que les Kurdes ne se voient pas reconnaître les mêmes droits que les autres peuples. C'est pour cette raison que nous soutenons toutes les initiatives de solidarité organisées par le collectif unitaire de l'agglomération rouennaise.

Saint-Etienne-du-Rouvray

Vous voulez nous contacter, rejoindre notre équipe, ou simplement nous écrire...
SERVAG 265 rue de Paris 76800 SER
ser.vraimentagauche@gmail.com
Tél: 07 82 06 93 52



Vraiment à gauche !

Bulletin des élu-es et de l'équipe
Saint-Etienne Vraiment à gauche !
soutenue par le

